



SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE

Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
Paris la Défense – 41, rue du Capitaine Guynemer – 92925 LA DEFENSE cedex – Site : www.fiducial.fr

**MISSION LOCALE
DE LA PICARDIE MARITIME**

**Association Loi 1901
82, rue Saint Gilles
80 100 ABBEVILLE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME

Association Loi 1901

**Siège social : 82, rue Saint-Gilles
80100 ABBEVILLE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2021

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association MISSION LOCALE PICARDIE DE LA MARITIME à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 16 Mai 2022

Le Commissaire aux comptes
FIDAUDIT
Membre du Réseau Fiducial

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'F' and 'P' joined together, with a vertical line extending downwards from the 'P'.

François PINAULT

Mission Locale Picardie Maritime

Actif			Au 31/12/2021			Au 31/12/2020
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	4 992	4 992		
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	4 992	4 992		
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions	324 716	57 330	267 386	280 374
		Inst.techniques, mat.out.industriels	423 382	293 205	130 176	165 670
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL	748 099	350 536	397 562	446 045		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés	182		182	182	
	Prêts	16 409		16 409	16 409	
	Autres	5 339		5 339	4 839	
	TOTAL	21 930		21 930	21 430	
Total I		775 023	355 529	419 493	467 476	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	862		862	
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	2 392 509	563 410	1 829 099	2 946 200
		TOTAL	2 393 372	563 410	1 829 961	2 946 200
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	284 797		284 797	142 718
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	13 815		13 815	28 556
Total II		2 691 985	563 410	2 128 575	3 117 474	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		3 467 008	918 939	2 548 069	3 584 950	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Mission Locale Picardie Maritime

Passif		Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	52 279	52 279
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	455 478	444 338
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	8 238	11 140
	Situation nette (sous-total)	515 996	507 758
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		515 996	507 758
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		118 958
Total II			118 958
Provisions	Provisions pour risques	221 252	184 350
	Provisions pour charges	61 000	61 000
	Total III	282 252	245 350
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	209 381	267 071
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56 432	77 522
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	331 660	364 965
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	1 152 345	2 003 324
Total IV		1 749 820	2 712 883
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		2 548 069	3 584 950
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Mission Locale Picardie Maritime

		Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	259 026	257 684
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		4 400
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 193 072	2 025 728
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	490 573	252 401
	Utilisations des fonds dédiés	118 958	282 216
	Autres produits	300	7 336
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	3 061 931	2 829 766
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	426 843	372 058
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	137 989	133 567
	Salaires et traitements	1 250 300	1 250 743
	Charges sociales	466 043	430 150
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	48 484	52 758
	Dotations aux provisions	600 312	446 445
	Reports en fonds dédiés		118 958
	Autres charges	121 720	9 935
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	3 051 695	2 814 615
1. Résultat d'exploitation (I-II)		10 236	15 150

Mission Locale Picardie Maritime

		Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	326	524
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	326	524
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 224	4 287
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	2 224	4 287
2. Résultat financier (III-IV)		-1 898	-3 762
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		8 338	11 388
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	100	248
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	100	248
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-100	-248
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		3 062 258	2 830 291
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		3 054 020	2 819 151
EXCÉDENT OU DÉFICIT		8 238	11 140
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature		23 000	23 000
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total		23 000	23 000
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		23 000	23 000
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		23 000	23 000



Mission Locale Picardie Maritime

***Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos
31/12/2021
Montants exprimés en EUR***

Avril 2021

Ce rapport contient 12 pages

Annexe de base Associations sans spécificités APG dons plus de 153 K€ 1 04
21.docx

Table des matières

1	Objet social	2
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	3
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	3
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	3
3	Principes et méthodes comptables	4
3.1	Principes généraux	4
3.1.1	Changements de la comptabilisation des subventions pluriannuelles.	4
3.1.2	Corrections d'erreurs	4
3.2	Actif immobilisé	4
3.2.1	État de l'actif immobilisé (brut)	5
3.2.2	Amortissements de l'actif immobilisé	6
3.3	Actif circulant	7
3.4	Fonds propres	8
3.5	Fonds reportés et dédiés	9
3.6	Provision pour charges d'entretiens & Social	9
3.6.1	Engagements de retraite et avantages assimilés	10
3.7	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	10
3.7.2	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	11
3.8	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	11

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Cette association a pour but de créer et d'animer la Mission Locale créée en vertu des dispositions de l'ordonnance n°82 273 du 26 mars 1982, relative aux mesures destinées à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes et de la loi du 19 décembre 1989.

La Mission Locale s'attache à mettre en œuvre tous les moyens pour apporter des réponses aux problèmes des jeunes, notamment les accueillir, les informer, les orienter et les aider à concevoir un projet d'insertion professionnelle ainsi que les accompagner dans sa mise en œuvre. Pour cela, la Mission Locale réunira les différentes institutions impliquées dans ces domaines d'accompagnement des jeunes afin qu'elles élaborent un projet global débouchant sur une complémentarité effective dans la mise en œuvre d'actions conjuguées.

Dans le cadre précis de dispositifs et/ou programmes particuliers (Plan local pour l'insertion l'insertion, Point d'Accueil Ecoute Jeunes,...) dont la Mission Locale a à assumer le portage juridique et financier et sans préjudice des dispositions prévues à l'article L.5314-2 du code du travail, elle peut mobiliser son offre de services au profit de tout autre public que le public cible constitutif de son cœur de métier.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixés différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

Néant

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.1.1 Changements de la comptabilisation des subventions pluriannuelles.

Les conventions faisant apparaître des subventions pluriannuelles et postérieures au 31/12/21 font l'objet d'une comptabilisation à l'actif et au passif du bilan au 31/12/2021. Cette comptabilisation concerne les subventions suivantes :

A l'ACTIF : En autres créances

➤ CPO ETAT 2022	807 873 €
➤ AVENANT 5 – OBLIGATION DE FORMATION 2022	35 627 €
➤ LES INVISIBLES 2022	44 573 €
➤ ASPIRE 2022/2023	225 697 €

Soit pour un montant total de **1 113 770 €**

Au PASSIF : En Produits constatés d'avance

➤ CPO ETAT 2022	807 873 €
➤ AVENANT 5 – OBLIGATION DE FORMATION 2022	35 627 €
➤ LES INVISIBLES 2022	44 573 €
➤ ASPIRE 2022/2023	225 697 €

Soit pour un montant total de **1 113 770 €**

3.1.2 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

3.2 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges

3.2.1 *État de l'actif immobilisé (brut)*

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	4 992			4 992
Immobilisations corporelles	748 097	2		748 099
Immobilisations financières	21 430	500		21 930
Total	774 520	502		775 021

3.2.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	4 993			4 993
Immobilisations corporelles	302 052	48 485		350 537
Immobilisations financières				
Total	307 045	48 485		355 530

3.2.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Taux	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	L	100 %			
Immobilisations corporelles	L	4 à 50 %	48 485		
Immobilisations financières					
Total			48 485		

3.3 Actif circulant

3.3.1.1 Autres créances

			Antérieur	2020	2021	2022
44170000	CPO ETAT	807 873				807 873
44170200	SUB PLIE FAP 2021	24 000			24 000	
44171000	ETAT - OBLIGATION DE FORMATION	35 627				35 627
44171100	SUB. CPO MISSION LOCALE/ CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE	240 762		117 467	123 295	
44171200	SUB.CPO MEF/ CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE FRANCE	76 331		38 165	38 165	
44171300	SUB. ASPIRE-KENT- //INTERREG VA /FEDER	291 424			65 726	225 697
44171400	SUB SAC/PLIE//CONS. DÉPART. ORGANISEM INTER/FSE	0		0		
44171500	SUB.TREMPIN VERS L'EMPLOI //ETAT CGET/CABS/CDV	900		900		
44171600	SUB. EN FORME VERS L'EMPLOI// ETAT CGET/CABS/CDV	1 050		1 050		
44171700	SUB. ERASMUS+ EURYS 2018//AGENCE ERASMUS+/2018	13 183		13 183		
44171800	SUB. PLIE ACCOMP.PEC/ CUI TOS/CONSEIL RÉGIONAL HF	6 143			6 143	
44171900	SUB. PARRAINAGE ETAT/DIRECCTE	3 050		3 050		
44172000	SUBV ML PAEJ FAJ/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL	19 500		6 500	13 000	
44172100	SUB.ML PAEJ /ETAT CGET/ETAT DDCCS/CABS/CDV	600			600	
44172200	SUB. ML BIEN DANS SA TETE/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL	2 479		1 220	1 259	
44172300	SUB. ML MOB ZUS/ ETAT CGET/CABS/CDV	3 200			3 200	
44172400	SUB. ML UNE CHANCE A SAISIR/ CONSEIL DÉPARTEMENTAL	16 000			16 000	
44173000	RESEAU CONTACT ENTREPRISES	73 463	73 463			
44173300	PARCOURS IEJ 01.04.15-31.03.17	69 666	69 666			
44173400	IEJ 2019-2020	341 765	341 765			
44173500	LES INVISIBLES	49 337			4 764	44 573
44174000	REGION PROJET PIA	133 246	133 246			
44174100	SAC 2019-2020	58 284		28 284	30 000	
44174300	COT. COM DE COM ET COMMUNES	57 001			57 001	
44174400	COT. PLIE COM DE COM ET COMMUNES	45 581			45 581	
44175000	SUB.ML PAEJ CAF	1 500			1 500	
		2 371 963	618 140	209 820	430 233	1 113 770

3.3.1.2 Dépréciations

Le détail et la justification des dépréciations sont les suivants :

		Dotations
44171000	ETAT - OBLIGATION DE FORMATION	14 400
44171100	SUB. CPO MISSION LOCALE/ CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE	138 759
44171200	SUB.CPO MEF/ CONSEIL RÉGIONAL HAUTS DE FRANCE	27 261
44171700	SUB. ERASMUS+ EURYS 2018//AGENCE ERASMUS+/2018	
44171900	SUB. PARRAINAGE ETAT/DIRECCTE	
44173000	RESEAU CONTACT ENTREPRISES	55 563
44173300	PARCOURS IEJ 01.04.15-31.03.17	69 666
44173400	IEJ 2019-2020	120 016
44173800	PLATEFORME RH	6 954
44173900	REGION MLPM 2019	
44174000	REGION PROJET PIA	133 246
44174100	SAC 2019-2020	4 500
		570 364

3.3.1.3 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 13 815 € à la clôture de l'exercice.

3.4 Fonds propres

Tableau de suivi des fonds associatifs				
	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Apports sans droit de reprise	52 279	0	0	52 279
Autres réserves	444 338	11 140	0	455 479
Résultat de l'exercice	11 140		11 140	0
Situation nette	507 758	11 140	11 140	507 758

)

3.5 *Fonds reportés et dédiés*

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.
Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation

Les engagements restant à réaliser sont :

Néant

L'engagement de la subvention garantie Jeunes est désormais constatée au fur et à mesure de l'action et ne fait plus l'objet de comptabilisation de fonds dédiés.

3.6 *Provision pour charges d'entretiens & Social*

	Montant au début de l'exercice (a)	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice (b)
Provisions pour charges entretien	61 000						61 000
Provision Risque social			36 902				36 902
Total	61 000		36 902				97 902

Suivant délibération du conseil d'administration du 11 février 2020, des travaux d'entretiens relatifs aux portes d'accès des locaux du bâtiment 7 sont nécessaires. Le conseil d'administration a étudié la proposition commerciale d'une entreprise dont le montant s'élève à 60 673 € TTC.

Le Conseil d'administration a voté à l'unanimité le remplacement mais souhaite bénéficier d'autres propositions commerciales.

Au 31/12/2020, il a été constaté une provision pour charge d'entretiens de 61 000 €. Les travaux d'entretiens ne sont toujours pas réalisés au 31/12/2021 suite à une attente d'autorisation des bâtiments de France. La provision est maintenue

Suivant un courrier de demande de rupture conventionnelle d'une salariée et d'un premier entretien réalisé avec elle en date du 07/12/2021, il a été décidé de constituer une provision pour risque de 36 902 €,

correspondant au montant de la rupture conventionnelle, soit 30 752 € auquel s'ajoute le forfait social de 20 %.

3.6.1 Engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite		195 238	195 238

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie), 62 ans
- Taux d'actualisation : 0.35 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %

3.7 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

3.7.1.1.1 Mise à disposition de locaux ou de matériel

Une mise à disposition des locaux gratuite a été constatée pour une valeur de 23 000 €. La méthode d'évaluation retenue est la suivante :

Superficie : 190 m²

Prix mensuel au m² : 10 €

Soit un montant mensuel de 1 900 €

Soit un montant annuel de 22 800 €, arrondi à **23 000 €**

3.7.2 *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

Par courrier du 22 juin 2016, la directe notifiait à notre structure un contrôle administratif et financier des activités d'accueil, d'information, d'orientation et d'évaluation sur les années 2013-2014-2015. Les investigations sur place ont débuté le 28 juin 2016. Un avis de contrôle complémentaire du 2 septembre 2016 étendait l'intervention à l'année en cours. Le contrôle était justifié par les prérogatives réglementaires du service de contrôle uniquement.

Par courrier daté du 21 décembre 2016, la Mission Locale recevait une notification partielle des résultats du contrôle relativement à l'année 2013 faisant état d'un rejet de dépenses pour un montant total de 39 831.89 €.

Par courrier daté du 21 décembre 2017, la Mission Locale recevait une notification définitive des résultats du contrôle relativement aux années 2014, 2015 et 2016 faisant état d'un rejet de dépenses pour un montant total de 144 518.23 €.

L'examen du dossier permet de constater que beaucoup de dépenses rejetées s'inscrivent dans le cadre d'actions spécifiques réalisées par la Mission Locale de La Picardie Maritime avec notamment des financements européens (FSE, FEDER) et qu'elles ont déjà fait l'objet de multiples contrôles.

La procédure contradictoire en cours permettra à la Mission Locale de la Picardie Maritime d'apporter des éléments explicatifs et pièces justificatives probantes pour valider les dépenses indument rejetées. Cependant, une provision pour risques a été constituée en conséquence.

Aucune évolution significative n'étant intervenue au cours de l'exercice 2021, la provision constituée a été laissée inchangée.

3.8 *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)*

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à **178 543 €** en **2021**.